ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 6 août 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° "portant exécution du plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long", a donné le 12 août 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 6 augustus 1986 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "houdende uitvoering van het plan tot rationalisatie en programmatie van het hoger onderwijs van het korte type, en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type", heeft op 12 augustus 1986 het volgend advies gegeven :

1. OBSERVATIONS GENERALES.

1. L'arrêté en projet comporte cinq chapitres : le chapitre 1er (articles 1er à 15) contient des dispositions applicables à l'enseignement supérieur de type court, le chapitre II (articles 16 à 23), des règles applicables à l'enseignement supérieur de type long, les chapitres III (articles 24 à 27), IV (article 28) et V (articles 29 à 31), des dispositions communes aux deux types d'enseignement.

2. Le chapitre Ier est divisé en quatre sections.

La section Ière contient des dispositions générales (articles 1er à 3).

La section II (articles 4 à 8) fixe des règles de rationalisation qui complètent celles que fixe l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 portant fixation de la population scolaire minimale des sections de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice. Comme l'indique son intitulé, ce dernier arrêté fixe des minima de population scolaire uniquement par section dans l'enseignement supérieur de type court. La section II du chapitre Ier du projet fixe, quant à elle, des minima à atteindre par les établissements, toutes sections réunies. Après l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, un établissement ne pourra plus être maintenu ou continuer à recevoir des subventions que si la population scolaire de chacune de ses sections atteint le minimum prévu par l'arrêté royal n° 301 et si sa population totale atteint le minimum prévu par le chapitre Ier, section II.

La section III (articles 9 à 12) ne contient que des dispositions modificatives de l'arrêté royal n° 301 déjà cité.

La section IV (articles 13 à 15) fixe les normes de programmation des établissements et sections d'établissements d'enseignement supérieur de type court, c'est-à-dire les conditions requises pour la création par l'Etat ou l'admission aux subventions de nouvelles sections ou de nouveaux établissements à partir de l'année scolaire 1987-1988.

L'arrêté en projet fait donc, entre la rationalisation et la programmation en matière d'enseignement, une distinction nette qui n'avait, semble-t-il, jamais été faite auparavant (voir sur ce point la remarque du Conseil d'Etat, section de législation, dans l'avis donné sur le projet d'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986 portant limitation des dotations pour les Fonds des bâtiments scolaires; Moniteur belge du 10 mai 1986, page 6710). Le plan de rationalisation fixe les conditions requises pour que des établissements ou des sections d'établissements existants puissent être maintenus par l'Etat ou continuer à recevoir des subventions de l'Etat; le plan de programmation fixe les conditions requises pour que de nouveaux établissements ou de nouvelles sections puissent à l'avenir être créés par l'Etat ou admis au bénéfice des subventions.

3. Le chapitre II contient un article 16 qui modifie l'article 17 de la loi du 18 février 1977 (I) concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long.

L'article 17 du même chapitre contient une disposition modificative, le paragraphe 1er, qui modifie l'article 9 de la loi du 18 février 1977 (II) relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, et six dispositions autonomes, les paragraphes 2 à 7, relatives à l'enseignement supérieur économique de type long. Les articles 18, 19, 20 et 22 sont des dispositions autonomes applicables à tous les établissements visés par les articles précédents; l'article 21 est une disposition modificative et l'article 23 une disposition abrogatoire.

4. Le chapitre III a pour objet de régler le sort des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, de l'enseignement supérieur de type court comme de l'enseignement supérieur de type long, qui perdraient leur emploi ou dont les prestations seraient réduites par suite de l'application des nouvelles normes édictées par les chapitres précédents.

5. L'arrêté en projet se donne comme base légale, selon son préambule, la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et notamment les articles 1er, 2°, b et c, et 3, § 2. L'article 3, § 2, n'est évidemment cité que pour justifier l'omission de certaines consultations prescrites par des lois ou règlements (par exemple la consultation syndicale pour les dispositions relatives au personnel du chapitre III).

L'article 1er, 2°, b et c, ne fait pas expressément mention de mesures à prendre en matière d'enseignement. Mais les mesures prévues par le projet entrent bien dans les limites fixées par cette disposition. Elles ont effectivement pour but de limiter ou de réduire des dépenses publiques et fixent, à cet effet, de nouvelles conditions d'octroi de subventions et d'autres dépenses de l'Etat, **"in specie"** les dépenses de fonctionnement de l'enseignement organisé par l'Etat, et tendent à la rationalisation d'institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics.

6. Si le projet ne concernait que l'enseignement supérieur de type court, on pourrait dire que le recours aux pouvoirs spéciaux est superflu, vu que la législation existante attribue déjà au Roi le pouvoir de prendre des mesures du genre de celles que contient le projet.

L'article 5bis, inséré par la loi du 18 février 1977 (I) dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur porte que le Roi détermine notamment "e) les conditions d'organisation des enseignements, cycles, sections, options et autres subdivisions dans les établissements de l'Etat"; et l'article 24, § 1er, 5°, charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le nombre minimum d'élèves que doit compter une école ou une section pour être admise au bénéfice des subventions de l'Etat; l'article 13, § 4, de la même loi, aussi bien dans son texte d'origine établi par la loi du 11 juillet 1973 que dans son texte actuel fixé par l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986, charge le Roi d'établir, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le plan de rationalisation et de programmation sur la base duquel les quatre Fonds des bâtiments scolaires pourront intervenir.

7. Mais, par la loi du 18 février 1977 (I), le législateur a fixé lui-même, province par province, le nombre d'établissements et de sections qui peuvent être organisés ou subsidiés (article 4). Il a également fixé, par la loi du 18 février 1977 (II), les conditions requises pour la création, le maintien ou le subventionnement d'instituts supérieurs d'architecture (voir articles 4 et 6). Le Roi ne peut donc modifier les règles édictées par ces deux lois sans y être expressément habilité par le législateur.

8. Il résulte, par ailleurs, de l'article 1er, § 3, et de l'article 14 du projet que les minima de population scolaire définis par le chapitre Ier sont aussi les critères visés par l'article 13, § 4, a, de la loi du 29 mai 1959, modifiée par l'arrêté royal n° 411, à fixer par le Roi pour l'intervention des quatre Fonds des bâtiments scolaires.

En son chapitre Ier, l'arrêté en projet serait donc à la fois une mesure d'exécution d'une disposition d'une loi temporaire, l'article 1er, 2°, b et c, de la loi du 27 mars 1986, et une mesure d'exécution d'une disposition d'une loi permanente, l'article 13, § 4, a, de la loi du 29 mai 1959, qui l'une comme l'autre portent une attribution de pouvoir que le Roi peut exercer par arrêté délibéré en Conseil des Ministres (1).

9. Plusieurs des articles du chapitre Ier, section 1ère et II, soulèvent un problème de terminologie.

L'article 2, 3°, l'article 3, § 3, et l'article 14 emploient les termes "normes de rationalisation et de programmation" pour désigner la même chose que ce que l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 désigne par les termes "minimum de population". Pour assurer l'uniformisation indispensable de la terminologie d'arrêtés qui se rapportent tous à la même matière, il conviendrait de remplacer, dans les trois dispositions ci-dessus rappelées du présent projet, l'expression "norme de rationalisation et de programmation" par l'expression "minimum de population scolaire" qui est plus claire.

Les articles 4, 5 et 7 emploient les termes "norme de rationalisation" pour désigner le minimum de population scolaire requis pour qu'un établissement ou une section puisse être maintenu ou continuer à recevoir des subventions; l'article 13 emploie les termes "norme de programmation" ou le mot "norme" (paragraphes 4 à 8) pour désigner le minimum de population scolaire requis pour que de nouveaux établissements ou aux sections d'établissement puissent être créés ou admis aux subventions. Dans toutes ces dispositions il conviendrait aussi d'employer les termes "minimum de population scolaire".

---

(1) Le texte primitif de l'article 13, § 4, a, de la loi du 29 mai 1959 portait déjà cette attribution de pouvoir; l'arrêté royal n° 411 n'a fait que préciser et étendre la portée du plan de rationalisation et de programmation; selon le texte primitif, le plan ne devait servir que pour fixer les conditions d'intervention des Fonds des bâtiments scolaires; selon le nouveau texte inséré par l'arrêté royal n° 411, ce plan doit aussi fixer les conditions de maintien ou de subventionnement d'établissements ou de sections.

10. Plusieurs dispositions du chapitre Ier, section III, qui modifient l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 soulèvent aussi un problème de terminologie : le mot "section" y est employé dans deux sens différents. Cela apparaît clairement dans l'article 11 qui remplace l'article 5, § 3, de l'arrêté royal n° 301 par un nouveau texte dans lequel le mot "section" est employé dans deux sens différents, dans les mêmes phrases. Par exemple, l'alinéa 1er, du nouvel article 5, § 3, porte ce qui suit :

> "§ 3. A partir de l'année scolaire 1987-1988, une section d'enseignement normal secondaire qui n'organise ni la section ou finalité "lichamelijke opvoeding", "éducation physique - sports et loisirs", ni "arts plastiques" est considérée comme section comptant trois années d'études".

Il résulte des explications du délégué du Ministre qu'un établissement d'enseignement supérieur pédagogique peut dispenser trois sortes d'enseignement, l'enseignement normal préscolaire, l'enseignement normal primaire et l'enseignement normal secondaire, qui sont organisés en autant de sections. C'est une de ces sections qui est visée dans le début de la disposition ci-dessus citée par les termes "section d'enseignement normal secondaire".

Les "sections" d'enseignement normal primaire et préscolaire ne sont pas subdivisées vu que tous leurs élèves reçoivent exactement la même formation. Mais les élèves de l'enseignement normal secondaire ont le choix entre plusieurs spécialisations qui sont organisées en sections différentes : "langue maternelle-histoire", "langues modernes", "mathématiques", etc. Dans le texte ci-dessus cité (et dans les deux alinéas suivants), le mot "section", quand il est employé dans ce second sens, est suivi des mots "ou finalité". Dans le 1° du même article 11, qui remplace l'article 5, § 2, de l'arrêté n° 301, la même expression "section ou finalité" est employée. Dans l'article 12, 1°, qui remplace l'article 6, § 1er, de l'arrêté n° 301, le mot "section" n'est employé que dans le premier sens, le mot "section" au second sens étant remplacé par "finalité" dans le texte français (1). Mais dans la suite du même article 12 le mot "section" est employé seul sans qu'on puisse dire avec certitude s'il doit être pris au premier ou au second sens.

---

(1) Les mots "avec les différentes finalités organisées" n'ont pas d'équivalent dans le texte néerlandais.

11. Il n'existe pas de définition légale du mot section. L'article 2 de l'arrêté en projet porte bien que "les termes "établissement", "section" . . . , sont fixés par le Roi en exécution de l'article 5bis de la loi du 7 juillet 1970 . . .". Mais à ce jour, aucun arrêté royal n'a été pris en exécution de cet article 5bis, inséré dans la loi du 7 juillet 1970 par la loi du 18 février 1977 (I).

L'arrêté royal n° 301 n'emploie pas le mot "section" au premier sens; il utilise pour désigner la même chose le mot école : "école normale technique moyenne" (article 4), "école normale moyenne" (articles 5 et 6), "école normale préscolaire" (article 6), "école normale primaire" (article 6).

Il est préférable de s'en tenir à la terminologie de l'arrêté n° 301 qui permet d'éviter toute confusion ou de donner dans l'arrêté en projet une définition du mot "section".

12. Plusieurs articles prévoient la suppression d'un établissement ou d'une section ou disposent que ceux-ci peuvent être maintenus (par exemple, articles 7, 11, 16, 17, 18 et 27). S'il est exact de parler de la suppression d'un établissement de l'Etat ou d'une section d'un tel établissement, il faut pour les établissements subventionnés, parler de la suppression des subsides.

II. EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Le projet ne porte pas exécution du plan de rationalisation et de programmation; il établit ce plan ou plus exactement ces plans puisque le chapitre Ier du projet traite en deux sections distinctes (Section III et IV) de la rationalisation et de la programmation. Il faudrait donc écrire :

"Arrêté royal n° ... établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court ... (la suite comme au projet)".

PREAMBULE.

Il convient de citer au préambule les lois que le projet modifie avec l'indication des modifications que ces lois ont déjà subies et qui sont encore en vigueur.

En outre, il y a lieu de viser la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et notamment l'article 13, § 4, a.

DISPOSITIF.

Observations de présentation.

1. L'usage recommande d'écrire, dans le texte français, "chapitre 1er", "section 1ère", "article 1er", "§ 1er".

2. Les mots ". . . du présent arrêté" ou ". . . de cet arrêté" ou ". . . de cette loi" sont à omettre lorsqu'ils viennent après l'indication d'un article ou d'un chapitre.

3. Il ne se justifie pas de diviser un article en paragraphes lorsqu'aucun de ceux-ci ne comporte deux alinéas. La division en paragraphes sert en effet à grouper plusieurs alinéas. La remarque vaut pour les articles 3, 7 et 18.

4. Pour faciliter la mise à jour des textes que le présent arrêté vise à modifier, il serait préférable de regrouper en un même chapitre, qui deviendrait le chapitre V, intitulé "Dispositions modificatives et abrogatoires", toutes les dispositions modificatives contenues dans le projet.

Ce chapitre V pourrait se subdiviser en trois sections :

- section 1ère avec l'intitulé donné à la section 3 du chapitre 1er du projet et les articles 9 à 12;
- section 2 comprenant l'article 15 du projet;
- section 3 comprenant les articles 16, 17, § 1er, 21 et 23 du projet.

*

Chapitre 1er.

Il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"CHAPITRE 1ER. - Rationalisation et programmation des établissements et sections d'enseignement supérieur de type court".

*

Article 1er.

1. Le début du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les dispositions du présent chapitre s'appliquent . . .".

Une rédaction semblable est proposée pour le début du paragraphe 2.

2. Par le paragraphe 3 de cet article, les auteurs de l'arrêté en projet ont voulu rendre les normes de population scolaire fixées par ce projet applicables non seulement pour la création, le maintien ou le subventionnement par l'Etat d'établissements ou de sections d'établissements mais aussi pour l'intervention des Fonds des bâtiments scolaires.

Cette intention serait mieux exprimée par le texte suivant :

"§ 3. Les normes de population scolaire définies par le présent chapitre constituent les critères auxquels doivent répondre les établissements d'enseignement supérieur de type court conformément à l'article 13, § 4, a, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement pour pouvoir bénéficier de l'intervention d'un des quatre Fonds des bâtiments scolaires".

Article 2.

1. Le 1° se réfère, pour définir certains termes utilisés par le projet, à des arrêtés qui n'ont pas encore été pris.

Pour permettre la compréhension de l'arrêté en projet, celui-ci devrait définir lui-même ces notions.

2. La rédaction suivante est proposée pour le 2° et le 3° :

"2° Il est tenu compte du classement des établissements et sections établi par le Roi conformément aux articles 2 et 4, §§ 3 et 4, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

3° Les étudiants régulièrement inscrits entrent seuls en ligne de compte pour le calcul des minima de population scolaire".

Article 3.

Les paragraphes 2 et 3 seraient mieux rédigés comme suit :

"§ 2. Constituent des réseaux disctincts :

a) les établissements d'enseignement organisés par l'Etat;

b) les établissements d'enseignement organisés par les provinces, les communes, les associations de communes et toutes autres personnes morales de droit public;

c) les établissements d'enseignement organisés par des personnes privées.

§ 3. Les minima de population scolaire sont déterminés par établissement et par section".

*

Section II.

Il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Section 2. - Normes de rationalisation des établissements et des sections".

*

Article 4.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 4.

Tout établissement doit compter dans chacune de ses sections le minimum de population scolaire fixé par l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 portant fixation de la population scolaire minimale des sections d'enseignement supérieur de type court et de plein exercice et pour l'ensemble de ses sections la population scolaire minimale fixée par l'article 5".

Article 5.

1. Le paragraphe 3 habilite le Roi à augmenter, à partir de l'année scolaire 1988-1989, le minimum de population scolaire requis.

Si le Roi a actuellement le pouvoir de modifier certaines dispositions légales, il ne Lui appartient pas de se réserver le pouvoir de modifier, après l'expiration du délai fixé par la loi du 27 mars 1986, les dispositions régulièrement prises en vertu de cette loi et qui ne pourront être modifiées que par une loi.

Le paragraphe 3 doit dès lors être omis.

2. Le texte suivant est proposé pour l'article :

"Article 5.

§ 1er. Le minimum de population scolaire d'un établissement est de cent vingt-cinq étudiants à partir de l'année scolaire 1987-1988.

Cette norme n'est pas applicable aux établissements d'enseignement supérieur de type long qui organisent également un enseignement supérieur de type court et de plein exercice.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er et sans préjudice de l'application de l'article 4, le minimum de population scolaire est fixé à cent septante-cinq étudiants à partir de l'année scolaire 1987-1988 pour les établissements appartenant au même réseau qui, situés dans la même commune, organiseraient une même section".

Article 6.

Cet article est calqué sur l'article 6 de l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 et tend au même but que celui-ci : maintenir dans chaque province et pour chaque régime linguistique un établissement de chaque réseau, même si cet établissement n'a pas la population scolaire minimale.

Cette intention est clairement exprimée dans le texte néerlandais. Le texte français devrait être revu dans ce sens.

Article 7.

1. Cet article a pour objet de régler le sort des établissements qui n'ont pas la population scolaire minimale requise.

2. Le texte du projet n'indique pas l'autorité qui prendra les décisions qu'il prévoit en matière de fusion, de suppression ou d'adjonction. Il va de soi que ces décisions seront prises par les pouvoirs organisateurs.

3. Dans le paragraphe 1er, il y a discordance entre le texte néerlandais qui porte "dient . . . te . . .", c'est-à-dire "doit . . .", alors que le texte français porte "peut . . .". La version néerlandaise semble plus conforme aux intentions du Gouvernement que la version française.

4. Le même paragraphe porte "fusionner suivant les dispositions de l'article 2, 1°, de cet arrêté". Ce renvoi à l'article 2, 1°, de l'arrêté en projet ne s'explique pas vu que cet article ne fixe pas de règles de fusion. Il faut sans doute lire "article 2, § 1er, de l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984".

5. Le paragraphe 2 règle la situation des sections qui comptent le minimum de population scolaire requis par l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984, mais font partie d'un établissement qui ne compte pas le minimum de population scolaire requis par l'article 5 du projet. Il prévoit que pareille section "peut" (néerlandais : "kan") soit être adjointe à un autre établissement, soit être fusionnée avec une section identique d'un autre établissement, soit supprimée. Le texte n'étant pas impératif, il faudrait en conclure que cette section peut aussi être maintenue dans l'établissement dont elle fait partie, ce qui ne correspond certainement pas aux intentions du Gouvernement. A noter que l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 301, dont l'article 7, § 2, du projet est inspiré porte "cette section est, soit adjointe . . . soit fusionnée . . ., soit supprimée . . .".

Article 8.

Le "défaut d'accord" (dans le texte néerlandais "betwisting") n'étant pas concevable pour les établissements de l'Etat et l'Etat n'ayant pas le pouvoir de supprimer les établissements dont il n'est pas le pouvoir organisateur, il y a lieu de rédiger la fin de l'article de la manière suivante :

". . . seul sera subsidié l'établissement ayant le plus grand nombre d'étudiants".

Le texte devrait préciser à quel moment sera constaté le "défaut d'accord".

Ces observations valent aussi pour les articles 12, 4°, et 19.

Article 9.

Selon le rapport au Roi, le nouvel article 2, § 3, de l'arrêté royal n° 301 ne s'appliquera qu'aux sections qui auront été rattachées à un autre établissement par adjonction ou fusion. Cela devrait être précisé dans le texte; il est donc proposé de le rédiger comme suit :

"§ 3. L'enseignement donné par les sections adjointes ou fusionnées peut continuer dans les implantations existant avant la restructuration".

Article 11.

1. Cet article remplace les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 5 de l'arrêté royal n° 301 par de nouvelles dispositions et abroge expressément le paragraphe 5 du même article, dont le texte est d'ailleurs repris mot pour mot dans le nouveau paragraphe 4. Il abroge implicitement l'article 5, § 2, actuel, en le remplaçant par une disposition qui règle un problème tout différent de celui qu'elle réglait.

Il conviendrait de libeller l'article de la manière suivante :

"Article 11.

A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Les paragraphes 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"§ 2. . . .

§ 3. . . .

§ 4. . . .".

2° Le paragraphe 5 est abrogé".

2. Dans le texte français du paragraphe 3, alinéa 2, en projet, la double conjonction "et/ou" doit être remplacée par la conjonction "ou".

3. Le 2° de cet article 11 remplace l'article 5, § 3, de l'arrêté royal n° 301 par un nouveau texte dont, ainsi qu'il a été dit dans l'observation générale 10, l'interprétation soulève une difficulté, à cause de l'ambiguïté de la terminologie qui y est utilisée. Dans chacun des trois alinéas, le mot "section" est d'abord employé dans le même sens que le mot "école" dans l'arrêté royal n° 301 (une section d'enseignement normal secondaire . . .), le même mot est ensuite employé dans le même sens que le même mot dans l'arrêté royal n° 301 mais est alors suivi des mots "ou finalités" (". . . la section ou finalité", "lichamelijke opvoeding . . .etc"); mais il est impossible de dire ce que désigne le mot "section" dans la finale des trois alinéas ("elle est considérée comme une section comptant 2 (ou 3, ou 4) années d'études . . .").

Il convient d'éliminer cette ambiguïté par une formulation plus précise.

4. Dans le nouveau paragraphe 4 à insérer dans l'article 5 de l'arrêté royal n° 301, le mot section est certainement employé dans le même sens que dans le paragraphe 5 actuel de cet article dont il est la reproduction textuelle.

Article 12.

1. Le 1° de cet article remplace l'article 6, § 1er, de l'arrêté royal n° 301 par un nouveau texte. Compte tenu de l'observation générale faite à propos de la terminologie, les mots "aucune section d'enseignement normal préscolaire, d'enseignement normal primaire, d'enseignement normal secondaire avec les différentes finalités organisées" doivent être remplacés par les mots "aucune école normale préscolaire, primaire ou secondaire avec les différentes sections qui y étaient organisées . . .".

2. Dans le texte français de la première phrase du paragraphe 1er, en projet, le mot éducateurs doit être mis entre guillemets.

3. Dans la seconde phrase du même paragraphe, les mots "section de l'enseignement normal technique moyen . . ." sont à remplacer par "école normale technique secondaire".

4. Le 2°, le 3°, et le 4°, remplacent par de nouvelles dispositions les paragraphes 3 et 4 de l'article 6 de l'arrêté royal n° 301. Il serait donc préférable d'écrire : "2° les paragraphes 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes : § 3, . . . § 4, . . . § 5" et de supprimer les 3° et 4°.

5. Dans le nouvel article 6, § 3, le mot "section" semble employé au sens qu'il a dans l'article 3 de l'arrêté royal n° 301.

6. Le nouvel article 6, § 4, de l'arrêté royal n° 301, déroge, pour l'application du nouvel article 6, § 3, aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal n° 298 du 31 mars 1984 modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1973 ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté royal n° 79 du 21 juillet 1982.

/

Mais l'article 3 de l'arrêté royal n° 298 remplace l'article 5 de l'arrêté royal n° 79 du 21 juillet 1982 par un nouveau texte qui déroge à "l'article 3, points I à IV" de l'arrêté royal du 15 décembre 1973. C'est évidemment la disposition modifiée et non la disposition modificative qui doit être visée.

7. Le mot section dans le nouvel article 6, § 4, semble être employé dans le sens qu'il a dans l'article 3 de l'arrêté royal n° 301.

8. Ce paragraphe 4 est fort mal rédigé au point qu'il en est presque incompréhensible (il faut aller jusqu'à la vingt-quatrième ligne d'une phrase de vingt-huit lignes pour trouver le verbe de cette phrase).

La rédaction suivante est proposée :

"§ 4. Pour l'application du paragraphe 3, le nombre de périodes admissibles pour une section qui n'atteint pas la moitié du minimum de population scolaire est calculé, à partir de l'année scolaire 1988-1989, sur la base des pourcentages prévus, par catégorie, pour la tranche au-dessus de cent soixante étudiants, par dérogation à l'article 3 de l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, paramédical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré".

*

Section IV.

L'intitulé suivant est proposé :

"Section 4. - Programmation des établissements et sections".

*

Article 13.

1. Le minimum de population scolaire indiqué dans le paragraphe 1er n'est que la première condition requise pour qu'un établissement d'enseignement puisse être autorisé à créer une nouvelle section (ou à recevoir des subventions pour une nouvelle section). Il faut en outre que les conditions prévues par les paragraphes 2, 3, 5, 6 et 7 du même article soient réunies. Il faut notamment que la section envisagée ne figure pas dans la liste prévue au paragraphe 2. C'est ce qui explique la singulière circonlocution employée dans le paragraphe 1er : "un établissement peut . . . envisager la programmation d'une nouvelle section . . .". La règle de ce paragraphe pourrait être énoncée plus clairement dans les termes suivants :

"§ 1er. A partir de l'année scolaire 1987-1988, un établissement d'enseignement supérieur de type court et de plein exercice peut être autorisé à créer de nouvelles sections ou peut être subventionné pour les nouvelles sections qu'il a créées s'il compte au moins cent soixante étudiants".

2. Le paragraphe 2 appelle une observation semblable à celle qui a été faite sous l'article 5, § 3. Il n'appartient pas au Roi de s'habiliter à prendre de nouvelles mesures lorsque les pouvoirs spéciaux qui Lui sont attribués actuellement seront venus à expiration. Ce paragraphe doit donc être omis.

3. Le paragraphe 3, première phrase, porte que :

> "Les sections visées au § 2 peuvent être des sections classées en application de l'article 4, §§ 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1970 . . . ou des nouvelles sections créées en application de l'article 5, § 2, de la même loi".

Cette phrase renvoie donc à la liste des sections "qui n'entrent pas en ligne de compte pour la programmation". Or le rapport au Roi commente comme suit cette disposition :

> "Les sections qui entrent en ligne de compte pour la programmation sont celles fixées par application de l'article 4, §§ 3 et 4, ou de l'article 5, § 2, de la loi du 7 juillet 1970".

Ce paragraphe 3 (devenant le paragraphe 2) devrait donc être rédigé comme suit :

"§ 2. Les sections visées au paragraphe 1er peuvent être des sections classées en application de l'article 4, § 3 et § 4, de la loi du 7 juillet 1970, ou de nouvelles sections d'enseignement de plein exercice ou d'enseignement à horaire décalé créées en application de l'article 5, § 2, de la même loi".

4. Le paragraphe 4 (devenant le paragraphe 3) donne pouvoir au Roi d'adapter à l'enseignement à horaire décalé, les normes fixées par les arrêtés qu'il énumère pour l'enseignement de plein exercice. Le début de ce paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Les normes applicables aux sections d'enseignement à horaire décalé seront définies par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres conformément aux arrêtés suivants . . .".

5. Le paragraphe 5 devrait être divisé en deux paragraphes (devenant les paragraphes 4 et 5), le premier comprenant les alinéas 1er et 2 du projet, le second l'alinéa 3.

6. Le début du paragraphe 4 (nouveau) devrait être rédigé comme suit :

"§ 4. Sans préjudice des paragraphes 1er et 2, . . .".

7. Dans le texte français des 1°, 2° et 3° de l'alinéa 1er de ce paragraphe, les mots "de la norme minimale de population scolaire fixée..." devraient être remplacés par "du minimum de population scolaire fixé...".

8. La première phrase de l'alinéa 2 de ce paragraphe serait mieux rédigée comme suit :

"Ces normes ne sont applicables que pendant les quatre années scolaires qui suivent la création ou l'admission aux subventions de la première années d'études de cette section".

9. Compte tenu de la division proposée du paragraphe 5 en deux paragraphes, le début du paragraphe 5 (nouveau) devrait être rédigé comme suit :

"§ 5. Une section visée au paragraphe 4, 2° et 3°, ne peut entrer en ligne de compte . . .".

10. Dans le paragraphe 6, les mots "par un pouvoir organisateur" sont à supprimer.

11. Le paragraphe 7 devrait être rédigé comme suit :

"§ 7. Si un tel établissement n'existe pas encore dans un rayon de cinquante kilomètres et dans le même réseau, il pourra être . . .".

12. Au paragraphe 8, première phrase, il faudrait écrire dans le texte français "Pendant le développement . . .".

13. A la fin du même paragraphe 8, il y a lieu de remplacer les mots ". . . seront immédiatement supprimés", par les mots ". . . sera immédiatement supprimé ou privé de subsides".

Article 14.

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : ". . . peuvent bénéficier de l'intervention de l'un des Fonds visés à l'article 13, § 1er, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement".

Article 15.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 24 de la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, modifié par les lois des 10 décembre 1974, 14 juillet 1975, 18 février 1977 et par l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986, est complété par l'alinéa suivant : ".

Chapitre II.

1. L'intitulé suivant est proposé :

"Chapitre II- Rationalisation et programmation des établissements et sections d'enseignement supérieur de type long.

2. La définition qui figure à l'article 22 doit être placée en tête du chapitre II.

Cette disposition est quelque peu hétéroclite car elle entend préciser le sens de l'expression "pouvoir organisateur" pour l'application des dispositions du chapitre II, qui comporte à la fois des dispositions autonomes et des dispositions modificatives.

Lorsqu'on appliquera l'article 17 de la loi du 18 février 1977 (I) ou l'article 9 de la loi du 18 février 1977 (II), il y a peu de chance que l'on se souvienne que l'expression "pouvoir organisateur" se trouve définie à l'article 22 d'un arrêté royal numéroté.

Pour éviter cet inconvénient, il serait préférable que les articles 16 et 17 du projet ne fassent pas disparaître dans les articles 17 et 9 précités la définition de l'expression "pouvoir organisateur" qui s'y trouve actuellement.

La disposition figurant à l'article 22, qui serait placée en tête du chapitre II, devrait être rédigée comme suit :

.../...

"Article ... .-

Pour l'application du présent chapitre, l'expression "pouvoir organisateur" doit être comprise dans le sens de l'article 17, § 1er, de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long".

+

Article 16.

1. Cet article modifie l'article 17 de la loi du 18 février 1977 (I) concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long.

2. L'article 16 de l'arrêté en projet remplace les paragraphes 1er à 4 de l'article 17 de la loi précitée par de nouvelles dispositions et abroge le paragraphe 5. Il serait dès lors plus simple de rédiger l'article 16 comme suit :

"Article 16.-

Dans l'article 17 de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° Les paragraphes 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"§ 2. ... (§ 1er en projet).
§ 3. ... (§ 2 en projet).
§ 4. ... (§ 3 en projet)".

2° Le paragraphe 5 est abrogé".

3. Dans la première phrase du nouvel article 17, § 1er (devenant 2), alinéa 1er, de la loi du 18 février 1977 (I), les mots "de cette loi" après les mots "l'article 4" doivent être omis et les mots "la norme 200" sont à remplacer par les mots "le minimum de 200".

4. L'alinéa 2 du même paragraphe établit une dérogation à "cette disposition" sans qu'il soit possible de dire si la disposition visée est celle de la première phrase ou celle de la seconde phrase de l'alinéa 1er du paragraphe 2.

5. Dans l'alinéa 2 du paragraphe 1er (devenant 2), l'expression "premier cycle d'un pouvoir organisateur" n'a pas de sens. Dans le même alinéa, les mots "ne puisse encore être organisé" ne permettent pas de comprendre ce que les auteurs de l'arrêté en projet ont voulu dire; faut-il comprendre "... ne puisse être créé ..." ou "ne puisse être maintenu" ?

6. Dans la finale du même alinéa, il y a une discordance entre le texte français, qui porte "avant l'entrée en vigueur du présent arrêté" et le texte néerlandais, qui porte "voor het in voege treden (lire : de inwerkingtreding) van de rationalisatie- en programmatieregelen voor het hoger onderwijs van het lange type". Ce deuxième alinéa devrait être entièrement refait de façon à exprimer clairement l'intention des auteurs du projet (1).

.../...

---

(1) Le rapport au Roi ne contient aucun commentaire [illegible]

7. Le nouveau paragraphe 2 (devenant le paragraphe 3), de l'article 17 de la loi du 18 février 1977 (I) n'appelle qu'une observation : son second alinéa débute par les mots "Par dérogation au précédent alinéa ...", alors que l'alinéa 1er énonce quatre règles différentes. Il convient de préciser que c'est à la règle du d) qu'il est dérogé,et d'écrire :

"Par dérogation à la disposition de l'alinéa 1er, d, ...".

8. Le texte français du nouveau paragraphe 3, alinéa 1er (devenant le paragraphe 4, alinéa 1er), serait mieux rédigé comme suit :

"Par dérogation au paragraphe 3, et pour les années académiques 1986-1987 et 1987-1988, une section organisée conformément au paragraphe 3, b, doit compter en moyenne quinze étudiants régulièrement inscrits et une section organisée conformément au paragraphe 3, c, en moyenne dix étudiants régulièrement inscrits".

9. Le second alinéa du même paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'article 14, § 1er, 4°, l'encadrement de cette section est fixé à une unité par neuf étudiants s'il s'agit d'une section visée au paragraphe 3, b, et à une unité par six étudiants s'il s'agit d'une section visée au paragraphe 3, c".

10. Le paragraphe 4 en projet a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles les instituts supérieurs industriels peuvent compléter les seconds cycles d'enseignement supérieur de type long par la création de nouvelles sections qui sont autorisées par l'article 4 de la loi du 18 février 1977 (I) mais n'existent pas encore. Ces conditions sont au nombre de deux. La première est fixée par l'alinéa 1er du nouveau paragraphe 4 en projet; mais la seconde reste à fixer, selon l'alinéa 2, par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et en fonction des possibilités budgétaires. Ce nouveau paragraphe 4 ne formule donc pas une règle

Au surplus, il n'appartient pas au Roi de se réserver la faculté d'édicter, en ce compris en dehors de la période des pouvoirs spéciaux, des règles qui devraient être fixées par le législateur.

Le paragraphe 4 en projet doit donc être omis.

Article 17.

1. Le paragraphe 1er de cet article, qui modifie la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture (II), devrait former un article distinct des trois paragraphes suivants qui sont des dispositions autonomes.

2. La rédaction suivante est proposée pour le premier de ces articles :

"Article ... .-

Dans l'article 9 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par les alinéas suivants :

"Un premier cycle d'un institut supérieur d'architecture ne peut être maintenu ou subventionné que si le nombre total d'étudiants régulièrement inscrits dans ce cycle atteint le minimum de cent, en un ou plusieurs lieux d'implantation.

S'il n'existe dans un réseau et dans un régime linguistique qu'un seul premier cycle, celui-ci ne doit compter que la moitié du nombre minimum d'étudiants.

Tout premier cycle existant qui n'atteint pas le minimum fixé pourra néanmoins être maintenu ou subventionné pour la durée d'une seule année académique s'il atteint nonante pour cent du minimum fixé.

Si un premier cycle d'un institut ne peut plus être maintenu ou subventionné, il ne sera plus à charge de l'Etat, progressivement, année académique après année académique. Cette disposition s'applique également au second cycle du même institut".

3. Les paragraphes 2 à 7 - sous réserve de la constitutionnalité du paragraphe 6 - peuvent rester groupés en un même article puisqu'ils contiennent des dispositions autonomes applicables à des établissements d'enseignement supérieur économique de type court.

4. Dans les paragraphes 2 et 3 (devenant les paragraphes 1er et 2), la finale devrait être rédigée comme suit :

"... ne peut être maintenu ou subventionné que si le nombre total d'étudiants inscrits dans ce cycle atteint le minimum de trois cents".

5. Le paragraphe 4 (devenant le paragraphe 3) est à modifier de la même façon. En outre, les mots "§§ 2 et 3" sont à remplacer par les mots "paragraphes 1er et 2".

6. Au paragraphe 5 (devenant le paragraphe 4), il faut supprimer les mots "et 3".

.../...

7. Dans ce paragraphe 5 (devenant le paragraphe 4), les mots "pouvoir organisateur" sont à remplacer par le mot "réseau" (1).

8. Au début du paragraphe 6 (devenant le paragraphe 5), il y a lieu d'écrire :

"§ 5. Par dérogation au paragraphe 1er ...".

9. Le rapport au Roi ne donne aucune justification du régime dérogatoire prévu en faveur de trois instituts nommément désignés. Seuls des critères objectifs exprimés par le Gouvernement pourraient justifier une telle différence de traitement.

10. Le paragraphe 7 (devenant le paragraphe 6 ou le paragraphe 5) énonce une règle qui déroge à celles de l'article 16, § 1er (sic), et des paragraphes 1er à 6. L'article 16 de l'arrêté en projet n'étant pas divisé en paragraphes, il faut sans doute lire "article 16, 1°". Mais cette dernière disposition modifie l'article 17 de la loi du 18 février 1977 (I); de même l'article 17, § 1er, de l'arrêté en projet modifie l'article 9 de la loi du 18 février 1977 (II). Il faudrait donc supprimer dans le paragraphe 7 (devenant le paragraphe 6 ou le paragraphe 5) les références à des dispositions modificatives et les remplacer par des références aux dispositions modifiées.

.../...

---

(1) Les établissements d'enseignement des provinces et des communes forment un réseau mais dans ce réseau, chaque province et chaque commune est un pouvoir organisateur. Bien entendu, les établissements de l'Etat forment un réseau qui est sous l'autorité d'un seul et même pouvoir organisateur.

Article 18.

Cet article se réfère, en son paragraphe 1er, aux articles 16 et 17 qui contiennent des dispositions modificatives. Il faudrait donc écrire, en supprimant la division en paragraphes :

"Si un premier cycle ne peut plus être maintenu ou subventionné par application de l'article 17 de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou de l'article 9 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture ... (la suite comme au projet).

Cette disposition s'applique également au second cycle des mêmes établissements".

Article 19.

Une observation a été faite sous l'article 8 à propos de l'article 19.

En outre, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas en vertu de quelle disposition un accord entre pouvoirs organisateurs serait nécessaire.

Article 20.

Cet article appelle la même observation que l'article 5, § 3. Il doit être omis.

Article 21.

Compte tenu des précisions apportées par le texte en projet au sujet de l'implantation des instituts, il convient de refaire une nouvelle rédaction pour l'ensemble du paragraphe 3, 2°.

Chapitre III.

Le rapport au Roi commente ce chapitre de la manière suivante :

> "Le Chapitre III précise dans quelle situation administrative se trouveront les membres du personnel qui suite à l'application de cet arrêté ou de l'arrêté royal n° 301 perdent tout ou partie de leur emploi. Il est fixé des dispositions particulières en matière de réaffectation prioritaire et de remise au travail. Ces dispositions valent également si les suppressions de sections, de cycles ou d'établissements sont accélérées ou si des restructurations sont envisagées".

Le chapitre III n'entraîne donc ni abrogation ni modification des dispositions réglementaires qui actuellement régissent la mise en disponibilité par défaut d'emploi.

+

Article 24.

1. Conformément à l'usage, il y a lieu d'omettre, au paragraphe 1er, le a) à l'alinéa 1er, et le b) à l'alinéa 3, qui commencerait par les mots "Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er ...".

Au paragraphe 3, il y a lieu d'omettre de même "1°" et "2°".

2. Au paragraphe ler, alinéa ler, il y a lieu, dans le texte français, d'insérer entre les mots **"personnel auxiliaire d'éducation"** et **"admis au stage"** les mots **"d'un établissement d'enseignement de l'Etat".** Il faut aussi écrire **"... dont l'emploi est complètement ou partiellement supprimé".**

3. Au paragraphe ler, alinéa 2, les mots **"dans la limite des emplois disponibles"**, qui figurent à la troisième phrase, devraient être placés à la fin du premier alinéa et la troisième phrase devrait être omise, la quatrième phrase commençant par les mots **"L'ancienneté de service est calculée ...".**

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas si la quatrième phrase attribue aux Ministres agissant conjointement ou séparément, un pouvoir réglementaire ou simplement le pouvoir de prendre des décisions individuelles en application de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

Cette disposition devrait être revue.

4. Au début du paragraphe ler, alinéa 6, il y a lieu d'écrire : **"Durant la période ..."** dans le texte français.

5. Il y a lieu également d'assurer la concordance entre le texte français et le texte néerlandais du 2) au même paragraphe ler, alinéa 6, le texte français ne parlant pas de fonction de sélection.

6. Dans l'alinéa 7 du paragraphe ler, il y a lieu de supprimer les mots **"y relatives"** et d'écrire, au surplus, dans le texte néerlandais **"van het koninklijk besluit"** au lieu de **"in het koninklijk besluit"**.

7. Au paragrahe 2, alinéa ler, il convient de supprimer les mots **"dont ils sont titulaires"** et de remplacer, dans le texte français, l'adverbe **"entièrement"** par **"complètement"**.

8. En outre, à la fin de ce même alinéa ler du paragraphe 2, les mots **"conformément à la réglementation concernant la mise en disponibilité et la réaffectation dans l'enseignement subventionné"** sont trop imprécis. Il y a lieu de citer la disposition réglementaire actuellement en vigueur à laquelle il est fait référence. Cette dernière remarque vaut également pour l'alinéa 4 du même paragraphe.

9. Dans le texte français du paragraphe 2, alinéa 2, les mots **"dont ils seraient gratifiés"** doivent être remplacés par les mots **"dont ils auraient bénéficié"**.

10. Selon les alinéas 4 et 5 du paragraphe 2,

> "En conséquence, les pouvoirs organisateurs concernés sont obligés de proposer par priorité, leurs emplois vacants aux membres du personnel précités conformément à la réglementation concernant la mise en disponibilité et la réaffectation dans l'enseignement subventionné.
>
> En attendant leur réaffectation ils restent à la disposition de l'établissement dans lequel ils sont nommés ou de l'établissement où est reprise la section ou le cycle dans lesquels ils étaient en fonction, d'après l'ordre de priorité cité ci-dessus, et sont chargés de tâches pédagogiques fixées ou approuvées par Nos Ministres de l'Education nationale, chacun en ce qui le concerne".

Il n'appartient pas à l'Etat d'imposer de telles obligations à un pouvoir organisateur et il appartient encore moins aux Ministres de l'Education nationale de déterminer les tâches pédagogiques du personnel de l'enseignement subventionné en disponibilité.

L'intention du Gouvernement étant de limiter l'application de ces dispositions au cas où le pouvoir organisateur entend conserver le bénéfice de la subvention, ces alinéas devraient être revus. Il conviendrait notamment de limiter les pouvoirs des Ministres en énonçant dans l'arrêté royal en projet les conditions de l'exercice de ces pouvoirs.

11. Au paragraphe 3, alinéa 1er, dans le texte français, il y a lieu d'écrire **"organisant un enseignement secondaire"** et dans le texte néerlandais, il convient de remplacer les mots **"secundaire onderwijsinrichting"** par les mots **"instelling voor secundair onderwijs"**.

12. Dans le texte français du même paragraphe 3, alinéa 2, le mot **"ouvertes"** doit être remplacé par le mot **"vacantes"**.

Article 25.

Cet article doit être précisé pour éviter qu'il ne s'applique au membre du personnel qui a atteint l'âge auquel il doit être mis à la retraite ou à celui qui est déclaré définitivement inapte.

Article 26.

1. C'est à tort que le texte français du rapport au Roi parle d'une restructuration qui serait effective au 31 août 1990, alors que, selon le texte, il suffit que la restructuration soit entamée avant cette date.

2. Dans le texte français de l'alinéa ler, les mots **"est supprimé par l'application de cet arrêté"** doivent être remplacés par les mots **"est supprimé par l'application du présent arrêté".**

3. A l'alinéa 2, la référence à l'article 24, § ler, b, doit être remplacée par une référence à l'article 24, § ler, alinéas 4 à 7.

Article 27.

1. Au paragraphe ler, il y a lieu d'écrire dans le texte français **"accélère cette suppression"** au lieu de **"accélère la suppression de celle-ci"**, et de supprimer les mots **"selon les cas"**; en outre, dans le texte néerlandais, les mots **"naargelang van het geval"** et **"dientengevolge"**, qui n'ont pas d'équivalent dans le texte français, sont à supprimer.

2. Au paragraphe 2, alinéa ler, il convient :

- de supprimer les mots **"tel que stipulé ci-dessus"**;

- d'écrire, à la fin, **"aux conditions fixées au présent arrêté ou à l'article 2 de l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984".**

Dans le texte néerlandais du même paragraphe le mot **"inrichting"** paraît superflu.

.../...

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Les dispositions du chapitre III sont, dans ce cas, d'application aux membres du personnel dont l'emploi est complètement ou partiellement supprimé".

Article 28.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit, ni à la lecture du texte ni à celle du rapport au Roi, que cet article produirait l'effet d'économie nécessaire pour qu'il puisse trouver un fondement légal dans la loi précitée du 27 mars 1986.

Si le texte de la disposition était maintenu, il y aurait lieu de viser non pas l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982 en son article 3, mais l'arrêté royal du 15 décembre 1973 que l'arrêté royal n° 80 a modifié.

Article 29.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire : **"... de l'année scolaire ou académique précédente, les conditions fixées ...".**

.../...

Article 30.

1. Cet article prévoit que le chapitre III entre en vigueur le 1er septembre 1984.

Aux termes de l'article 4, § 4, alinéa 1er, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, **"les arrêtés pris jusqu'au 31 décembre 1986 peuvent rétroagir au 1er janvier 1986".** Le Roi ne peut donc pas faire rétroagir à une date antérieure au 1er janvier 1986 le chapitre III de l'arrêté en projet.

2. Par ailleurs, il ressort suffisamment du chapitre Ier que le plan de rationalisation et de programmation ne trouvera à s'appliquer qu'à partir de l'année scolaire 1987-1988.

En outre, il n'appartient pas au Roi de fixer à une date postérieure à l'expiration de Ses pouvoirs spéciaux, l'entrée en vigueur totale ou partielle des dispositions qu'il prend en vertu de ces pouvoirs.

3. Le texte suivant est proposé :

"Article 30.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1986, à l'exception du chapitre III qui entre en vigueur le 1er janvier 1986".

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontworpen besluit telt vijf hoofdstukken : hoofdstuk I (artikelen 1 tot 15) bevat bepalingen die gelden voor het hoger onderwijs van het korte type, hoofdstuk II (artikelen 16 tot 23) regels die gelden voor het hoger onderwijs van het lange type, de hoofdstukken III (artikelen 24 tot 27), IV (artikel 28) en V (artikelen 29 tot 31), bepalingen die de twee onderwijstypes gemeenschappelijk hebben.

2. Hoofdstuk I is ingedeeld in vier afdelingen.

De eerste afdeling bevat algemene bepalingen (artikelen 1 tot 3).

Afdeling II (artikelen 4 tot 8) stelt rationalisatieregels vast ter aanvulling van die welke vastgesteld zijn bij het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 houdende vaststelling van de minimale studentenbevolking van de afdelingen van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan. Zoals uit het opschrift van het laatstgenoemde besluit blijkt, stelt het in het hoger onderwijs van het korte type uitsluitend per afdeling studentenbevolkingsminima vast. Afdeling II van hoofdstuk I van het ontwerp van haar kant stelt minima vast die door de gezamenlijke afdelingen van de instellingen moeten worden gehaald. Na de inwerkingtreding van het ontworpen besluit zal een instelling nog maar behouden kunnen worden of toelagen kunnen blijven ontvangen, als de studentenbevolking van elk van haar afdelingen het bij het koninklijk besluit nr. 301 voorgeschreven minimum bereikt en als de totale studentenbevolking het bij hoofdstuk I, afdeling II, voorgeschreven minimum haalt.

.../...

Afdeling III (artikelen 9 tot 12) bevat slechts bepalingen tot wijziging van het reeds aangehaalde koninklijk besluit nr. 301.

Afdeling IV (artikelen 13 tot 15) bepaalt de normen met betrekking tot de programmatie van de instellingen en afdelingen van instellingen voor hoger onderwijs van het korte type, dat wil zeggen de voorwaarden die vereist zijn opdat met ingang van het schooljaar 1987-1988 nieuwe afdelingen of nieuwe instellingen kunnen worden opgericht door de Staat of in de subsidieregeling kunnen worden opgenomen.

Het ontworpen besluit maakt dus een duidelijk onderscheid tussen de rationalisatie en de programmatie van het onderwijs, een onderscheid dat naar het schijnt vroeger nooit is gemaakt (zie in dit verband de opmerking van de Raad van State, afdeling wetgeving, in het advies dat gegeven is aangaande het ontwerp van koninklijk besluit nr. 411 van 25 april 1986 houdende beperking van de dotaties voor de Fondsen voor schoolgebouwen; Belgisch Staatsblad van 10 mei 1986, blz. 6710). Het rationalisatieplan stelt de voorwaarden vast waaraan moet zijn voldaan opdat bestaande instellingen of afdelingen van instellingen door de Staat in stand kunnen worden gehouden of Staatstoelagen kunnen blijven ontvangen; het programmatieplan stelt de voorwaarden vast waaraan moet zijn voldaan opdat nieuwe instellingen of nieuwe afdelingen in de toekomst door de Staat kunnen worden opgericht of in de subsidieregeling kunnen worden opgenomen.

3. Hoofdstuk II bevat een artikel 16 tot wijziging van artikel 17 van de wet van 18 februari 1977 (I) betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch onderwijs van het lange type.

.../...

Artikel 17 van hetzelfde hoofdstuk bevat een wijzigingsbepaling, namelijk de paragraaf 1, die artikel 9 van de wet van 18 februari 1977 (II) houdende organisatie van het architectuuronderwijs wijzigt, en zes autonome bepalingen, de paragrafen 2 tot 7, betreffende het economisch hoger onderwijs van het lange type. De artikelen 18, 19, 20 en 22 zijn autonome bepalingen die toepasselijk zijn op alle in de voorgaande artikelen bedoelde instellingen; artikel 21 is een wijzigingsbepaling en artikel 23 een opheffingsbepaling.

4. Hoofdstuk III beoogt een regeling te treffen voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel, zowel van het hoger onderwijs van het korte type als van het hoger onderwijs van het lange type, die hun betrekking zouden verliezen of wier prestaties ten gevolge van de toepassing van de nieuwe, door de voorgaande hoofdstukken uitgevaardigde normen zouden verminderen.

5. Het ontworpen besluit ontleent volgens de aanhef zijn rechtsgrond aan de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid aan de artikelen 1, 2°, b en c, en 3, § 2. Artikel 3, § 2, wordt uiteraard slechts aangehaald ter verantwoording van het verzuim van bepaalde, door wetten of verordeningen voorgeschreven raadplegingen (bijvoorbeeld het raadplegen van vakbonden wat de bepalingen aangaande het personeel van hoofdstuk III betreft).

Artikel 1, 2°, b en c, maakt niet uitdrukkelijk melding van maatregelen die in onderwijsaangelegenheden genomen moeten worden. Maar de door het ontwerp geplande maatregelen vallen wel binnen de door die bepaling gestelde grenzen. Zij hebben inderdaad tot doel het beperken of het verminderen van overheids-

uitgaven en stellen daartoe nieuwe voorwaarden vast voor het toekennen van toelagen en andere Staatsuitgaven, "in specie" de uitgaven voor de werking van het door de Staat georganiseerde onderwijs, en zij strekken tot rationalisatie van openbare instellingen of instellingen gesubsidieerd door de openbare machten.

6. Als het ontwerp slechts betrekking had op het hoger onderwijs van het korte type, zou men kunnen zeggen dat het onnodig is om gebruik te maken van de bijzondere machten, aangezien de bestaande wetgeving de Koning reeds bevoegdheid verleent om soortgelijke maatregelen te nemen als die welke het ontwerp bevat.

Artikel 5bis, dat bij de wet van 18 februari 1977 (I) ingevoegd is in de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, stelt dat de Koning onder meer bepaalt "e) de voorwaarden voor de organisatie van de onderwijssoorten, cyclussen, afdelingen, opties en andere onderverdelingen in de Rijksinrichtingen"; artikel 24, § 1, 5°, draagt de Koning op om, bij in Ministerraad overlegd besluit, het minimumaantal leerlingen vast te stellen dat een school of een afdeling moet tellen om opgenomen te worden in de subsidieregeling van het Rijk; artikel 13, § 4, van dezelfde wet, zowel de oorspronkelijke tekst, vastgesteld bij de wet van 11 juli 1973, als de huidige tekst, vastgesteld bij het koninklijk besluit nr. 411 van 25 april 1986, draagt de Koning op om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het rationalisatie- en programmatieplan vast te stellen op basis waarvan de vier Fondsen voor de schoolgebouwen tegemoetkoming zullen kunnen verlenen.

.../...

7. De wetgever heeft echter zelf bij de wet van 18 februari 1977 (I) per provincie het aantal instellingen en afdelingen vastgesteld dat georganiseerd mag worden of een toelage mag ontvangen (artikel 4). Hij heeft eveneens bij de wet van 18 februari 1977 (II) de voorwaarden vastgesteld waaraan voldaan moet zijn voor de oprichting, het in stand houden of de subsidiëring van hogere architectuurinstituten (zie de artikelen 4 en 6). De Koning kan dus de voorschriften die door deze twee wetten uitgevaardigd zijn, niet wijzigen zonder hiertoe uitdrukkelijk door de wetgever te zijn gemachtigd.

8. Overigens blijkt uit artikel 1, § 3, en uit artikel 14 van het ontwerp dat de in hoofdstuk I gedefinieerde studentenbevolkingsminima ook de criteria zijn waarop gedoeld wordt in artikel 13, § 4, a, van de wet van 29 mei 1959, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 411, en die door de Koning moeten worden vastgesteld opdat de vier Fondsen voor schoolgebouwen tegemoetkoming kunnen verlenen.

Hoofdstuk 1 van het ontworpen besluit zou dus zowel een maatregel tot uitvoering van een bepaling van een tijdelijke wet zijn, namelijk artikel 1, 2°, b en c, van de wet van 27 maart 1986, als een maatregel tot uitvoering van een bepaling van een blijvende wet, namelijk artikel 13, § 4, a, van de wet van 29 mei 1959, die beide een bevoegdheid toekennen die door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit kan worden uitgeoefend (1).

.../...

---

(1) De oorspronkelijke tekst van artikel 13, § 4, a, van de wet van 29 mei 1959 hield deze toekenning van bevoegdheid reeds in; het koninklijk besluit nr. 411 heeft de strekking van het rationalisatie- en programmatieplan alleen maar toegelicht en uitgebreid; volgens de oorspronkelijke tekst strekte het plan uitsluitend tot het vaststellen van de voorwaarden voor tegemoetkoming van de Fondsen voor schoolgebouwen; volgens de nieuwe, bij het koninklijk besluit nr. 411 ingevoegde tekst moet dit plan ook de voorwaarden voor het in stand houden of het subsidiëren van instellingen of afdelingen vaststellen.

9. Verscheidene artikelen van hoofdstuk I, afdelingen I en II, doen een terminologisch probleem rijzen.

Artikel 2, 3°, artikel 3, § 3, en artikel 14 gebruiken de termen "rationalisatie- en programmatienormen", ter aanduiding van dezelfde zaak als in het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 aangegeven wordt met de termen "minimale bevolking". Ter wille van de noodzakelijke eenvormigheid in de terminologie van besluiten die alle op dezelfde aangelegenheid betrekking hebben, zou in de drie hierboven vermelde bepalingen van het onderhavige ontwerp de uitdrukking "rationalisatie- en programmatienorm" vervangen moeten worden door de uitdrukking "minimale studentenbevolking", die duidelijker is.

De artikelen 4, 5 en 7 gebruiken de term "rationalisatienorm" om de minimale studentenbevolking aan te duiden die vereist is opdat een instelling of een afdeling in stand kan worden gehouden of toelagen kan blijven ontvangen; artikel 13 bezigt de termen "programmatienorm" of "norm" (paragrafen 4 tot 8), ter aanduiding van de minimale studentenbevolking die vereist is opdat nieuwe instellingen of afdelingen daarvan opgericht of gesubsidieerd kunnen worden. In al die bepalingen zouden ook de termen "minimale studentenbevolking" gebruikt moeten worden.

10. Verscheidene bepalingen van hoofdstuk I, afdeling III, die het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 wijzigen, doen eveneens een terminologisch probleem rijzen : het woord "afdeling" wordt er in twee verschillende betekenissen gebruikt. Zulks komt duidelijk tot uiting in artikel 11 dat artikel 5, § 3, van het besluit nr. 301 vervangt door een nieuwe tekst waarin het woord "afdeling" in dezelfde volzinnen in twee verschillende betekenissen wordt gebruikt. Het eerste lid van het nieuwe artikel 5, § 3, luidt, bijvoorbeeld, als volgt :

"§ 3. Vanaf het schooljaar 1987-1988 vormt een afdeling van het middelbaar normaalonderwijs die niet een afdeling of finaliteit "lichamelijke opvoeding", "éducation physique - sports et loisirs" of "plastische kunsten" organiseert, één afdeling met drie studiejaren".

Blijkens de door de gemachtigde van de Minister verschafte uitleg kan een instelling van het pedagogisch hoger onderwijs drie soorten onderwijs verstrekken : het voorschools normaalonderwijs, het lager normaalonderwijs en het middelbaar normaalonderwijs, die georganiseerd zijn in evenveel afdelingen. Het is één van die afdelingen die vooraan in de hierboven aangehaalde bepaling bedoeld wordt met de termen "afdeling van het middelbaar normaalonderwijs".

De "afdelingen" van het lager normaalonderwijs en het voorschools normaalonderwijs hebben geen onderafdelingen aangezien al hun leerlingen precies dezelfde opleiding krijgen. Maar de leerlingen van het middelbaar normaalonderwijs hebben de keuze tussen verscheidene specialismen die georganiseerd zijn in verschillende afdelingen : "Nederlands-Engels", "Frans-geschiedenis", "wiskunde", enz. In de hierboven aangehaalde tekst (en in de twee volgende leden) wordt het woord "afdeling", wanneer het in de tweede betekenis gebruikt wordt, gevolgd door de woorden "of finaliteit". In 1° van hetzelfde artikel 11, dat artikel 5, § 2, van het besluit nr. 301 vervangt, wordt dezelfde uitdrukking "afdeling of finaliteit" gebruikt. In artikel 12, 1°, dat artikel 6, § 1, van het besluit nr. 301 vervangt, wordt het woord "afdeling" alleen maar in de eerste betekenis gebezigd en wordt in de Franse tekst (1) het woord "section" in de tweede

.../...

---

(1) De woorden "avec les différentes finalités organisées" hebben geen equivalent in de Nederlandse tekst.

betekenis vervangen door "finalité". Maar verderop in hetzelfde artikel 12 komt het woord "afdeling" alleen voor zonder dat men met zekerheid kan zeggen of het in de eerste dan wel in de tweede betekenis moet worden verstaan.

11. Er bestaat geen wettelijke definitie van het woord afdeling. Artikel 2 van het ontworpen besluit bepaalt wel dat "de begrippen "inrichting", "afdeling" ..., door de Koning bepaald (worden) in uitvoering van artikel 5bis van de wet van 7 juli 1970 ...". Maar tot op heden is geen enkel koninklijk besluit vastgesteld ter uitvoering van dat artikel 5bis, dat in de wet van 7 juli 1970 ingevoegd is bij de wet van 18 februari 1977 (I).

Het koninklijk besluit nr. 301 gebruikt het woord "afdeling" niet in de eerste betekenis : om dezelfde zaak aan te duiden maakt het gebruik van de woorden "school" of "inrichting" : "middelbare technische normaalscholen" (artikel 4), "middelbare normaalschool" (artikelen 5 en 6), "inrichting met voorschools normaalonderwijs" (artikel 6), "inrichting met hoger normaalonderwijs" (artikel 6).

Het is verkieslijk vast te houden aan de terminologie van het besluit nr. 301, waardoor elke verwarring kan worden vermeden, of in het ontworpen besluit een definitie te geven van het woord "afdeling".

12. Verscheidene artikelen voorzien in de opheffing van een instelling of een afdeling of bepalen dat deze in stand gehouden kunnen worden (bijvoorbeeld, de artikelen 7, 11, 16, 17, 18 en 27). Is het juist om ten aanzien van een Rijksinstelling of van een afdeling van zulke instelling te spreken van opheffing, ten aanzien van de gesubsidieerde instellingen dient men te spreken van de afschaffing van de subsidies.

.../...

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het ontwerp strekt niet tot uitvoering van het plan tot rationalisatie en programmatie; het stelt dat plan vast, of liever die plannen, vermits hoofdstuk I van het ontwerp in twee afzonderlijke afdelingen (Afdeling III en Afdeling IV) handelt over de rationalisatie en de programmatie. Er zou dus moeten worden geschreven :

"Koninklijk besluit nr. ... tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type ... (voorts zoals in het ontwerp)".

AANHEF.

In de aanhef behoren de door het ontwerp gewijzigde wetten te worden aangehaald met vermelding van de wijzigingen welke die wetten reeds hebben ondergaan en die nog van kracht zijn.

Bovendien behoort te worden verwezen naar de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid naar artikel 13, § 4, a.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Opmerkingen betreffende de inkleding.

1. Volgens het gebruik moet in de Franse tekst worden geschreven: "chapitre ler", "section lère", "article ler", "§ ler".

2. De woorden "van dit besluit" of "van deze wet" moeten vervallen wanneer ze na de vermelding van een artikel of van een hoofdstuk komen.

3. Het gaat niet aan een artikel in paragrafen in te delen wanneer geen enkele daarvan twee leden telt. De onderverdeling in paragrafen dient immers om verscheidene leden samen te brengen. De opmerking geldt voor de artikelen 3, 7 en 18.

4. Opdat de teksten welke het ontwerp bedoelt te wijzigen gemakkelijker bijgewerkt kunnen worden, verdient het aanbeveling om alle in het ontwerp opgenomen wijzigingsbepalingen samen te brengen in eenzelfde hoofdstuk dat hoofdstuk V zou worden, met als opschrift "Wijzigings- en opheffingsbepalingen".

Dat hoofdstuk V zou in drie afdelingen onderverdeeld kunnen worden :

- afdeling 1, met het opschrift dat gegeven is aan afdeling 3 van hoofdstuk I van het ontwerp en de artikelen 9 tot 12;
- afdeling 2, waarin artikel 15 van het ontwerp zou komen;
- afdeling 3, met de artikelen 16, 17, § 1, 21 en 23 van het ontwerp.

+

Hoofdstuk I.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk I.- Rationalisatie en programmatie van de instellingen en afdelingen voor hoger onderwijs van het korte type".

+

Artikel 1.

1. Het begin van paragraaf 1 zou beter als volgt worden gelezen :

"De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op ...".

Het begin van paragraaf 2 redigere men in dezelfde zin.

2. Met paragraaf 3 van dit artikel hebben de stellers van het ontworpen besluit de door dit ontwerp vastgestelde studentenbevolkingsnormen toepasselijk willen maken, niet alleen voor de oprichting, het behoud of de subsidiëring door de Staat van instellingen of afdelingen van inrichtingen, maar ook voor de tegemoetkomingen van de Fondsen voor schoolgebouwen.

Die bedoeling zou beter tot uitdrukking komen in de volgende tekst :

"§ 3. De door dit hoofdstuk bepaalde studentenbevolkingsnormen vormen de criteria waaraan de instellingen voor hoger onderwijs van het korte type overeenkomstig artikel 13, § 4, a, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving moeten voldoen om in aanmerking te komen voor een tegemoetkoming van één van de vier Fondsen voor schoolgebouwen".

.../...

Artikel 2.

1. De tekst onder 1° verwijst, voor het omschrijven van sommige door het ontwerp gebruikte termen, naar besluiten die nog niet zijn vastgesteld.

Voor een goed begrip van het ontworpen besluit zou dit de bedoelde begrippen zelf moeten omschrijven.

2. De volgende redactie wordt voorgesteld voor de tekst onder 2° en 3° :

"2° Er wordt rekening gehouden met de indeling van de instellingen en afdelingen die door de Koning is vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2 en 4, §§ 3 en 4, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs.

3° Enkel de regelmatig ingeschreven studenten komen in aanmerking voor het berekenen van de studentenbevolkingsminima".

Artikel 3.

De paragrafen 2 en 3 zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Afzonderlijke netten vormen :

a) de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Staat;

b) de onderwijsinstellingen georganiseerd door de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en alle andere publiekrechtelijke rechtspersonen;

c) de onderwijsinstellingen georganiseerd door private personen.

§ 3. De studentenbevolkingsminima worden bepaald per instelling en per afdeling"

Afdeling II.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te redigeren :

"Afdeling 2. Normen tot rationalisatie van de instellingen en afdelingen".

+

Artikel 4.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

Iedere instelling moet in elk van haar afdelingen de minimale studentenbevolking tellen die is vastgesteld bij het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 houdende vaststelling van de minimale studentenbevolking van de afdelingen van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, en voor haar gezamenlijke afdelingen de minimale studentenbevolking welke bepaald is in artikel 5".

Artikel 5.

1. Paragraaf 3 machtigt de Koning om de vereiste minimale studentenbevolking te verhogen met ingang van het schooljaar 1988-1989.

Al heeft de Koning thans de macht om sommige wetsbepalingen te wijzigen, toch mag Hij zich niet de bevoegdheid reserveren om, na het verstrijken van de door de wet van 27 maart 1986 gestelde termijn, bepalingen te wijzigen die op regelmatige wijze krachtens die wet zijn vastgesteld en die niet dan door een wet gewijzigd zullen kunnen worden.

Paragraaf 3 moet derhalve vervallen.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld voor het artikel :

"Artikel 5.-

§ 1. De minimale studentenbevolking van een instelling is honderd vijfentwintig studenten met ingang van het schooljaar 1987-1988.

Die norm is niet van toepassing op de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type die ook hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan organiseren.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 en onverminderd de toepassing van artikel 4 wordt de minimale studentenbevolking vastgesteld op honderd vijfenzeventig studenten met ingang van het schooljaar 1987-1988 voor de tot hetzelfde net behorende instellingen die in dezelfde gemeente gelegen zijn en een zelfde afdeling zouden organiseren".

Artikel 6.

Dit artikel is afgekeken van artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 en heeft hetzelfde oogmerk : in iedere provincie, voor ieder taalstelsel, en voor ieder net een instelling handhaven, ook al heeft die instelling niet de minimaal vereiste studentenbevolking.

Die bedoeling komt duidelijk tot uitdrukking in de Nederlandse tekst. De Franse tekst zou in die zin moeten worden herzien.

.../...

Artikel 7.

1. Dit artikel beoogt het lot te regelen van de instellingen die niet de minimaal vereiste studentenbevolking tellen.

2. De tekst van het ontwerp geeft niet aan door welke overheid de erin bedoelde beslissingen inzake fusie, opheffing of toevoeging zullen worden genomen. Die beslissingen zullen vanzelfsprekend het werk van de inrichtende macht moeten zijn.

3. In paragraaf 1 is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst, waar staat : "dient ... te ...", dat wil zeggen "moet ...", en de Franse tekst, die zegt : "peut ...". De Nederlandse tekst lijkt meer in overeenstemming met de bedoeling van de Regering te zijn dan de Franse.

4. Dezelfde paragraaf heeft het over "fusioneren volgens de bepalingen van artikel 2, 1°, van dit besluit". Die verwijzing naar artikel 2, 1°, van het ontwerp-besluit is niet te verklaren want dat artikel stelt geen fusieregels vast. Er moet blijkbaar worden gelezen : "artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984".

5. Paragraaf 2 treft een regeling voor de afdelingen die de minimale, door het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 vereiste studentenbevolking tellen maar deel uitmaken van een instelling die niet het minimum aan studentenbevolking bezit dat door artikel 5 van het ontwerp wordt voorgeschreven. Hij bepaalt dat zulk een afdeling ofwel toegevoegd "kan" worden aan een andere instelling, ofwel gefusioneerd "kan" worden met een identieke afdeling of ook nog opgeheven "kan" worden, (in de Franse tekst : "peut ..."). Nu het niet om een dwingende tekst gaat, zou daaruit geconcludeerd moeten wor-

den dat de bedoelde afdeling ook behouden kan worden in de instelling waarvan zij deel uitmaakt, en dat ligt zeker niet in de bedoeling van de Regering. Op te merken valt dat in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit nr. 301, dat voor artikel 7, § 2, van het ontwerp als model heeft gediend, te lezen staat : "wordt deze afdeling ofwel toegevoegd aan ... ofwel gefusioneerd met ... ofwel opgeheven ...".

Artikel 8.

"Betwisting" (in de Franse tekst : "défaut d'accord") tussen inrichtende machten is niet denkbaar voor instellingen van de Staat en de Staat heeft ook niet de bevoegdheid om instellingen waarvan hij niet de inrichtende macht is, op te heffen. Daarom moet aan het slot van het artikel gelezen worden :

"... zal alleen die instelling gesubsidieerd worden die het grootste aantal studenten telt".

De tekst zou moeten preciseren op welk tijdstip de "betwisting" wordt vastgesteld.

Deze opmerkingen gelden eveneens voor de artikelen 12, 4°, en 19.

Artikel 9.

Volgens het verslag aan de Koning zal het nieuwe artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit nr. 301 alleen gelden voor afdelingen die door toevoeging of fusie aan een andere instelling zijn verbonden. Dat zou in de tekst zelf duidelijk moeten worden gesteld; de volgende redactie wordt voorgesteld :

"§ 3. In de vestigingsplaatsen die bestonden voor de herstructurering kan het door de toegevoegde of gefusioneerde afdelingen gegeven onderwijs verder verstrekt worden".

Artikel 11.

1. Dat artikel vervangt de paragrafen 2, 3 en 4 van artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 301 door nieuwe bepalingen en voorziet uitdrukkelijk in de opheffing van paragraaf 5 van hetzelfde artikel, waarvan de tekst in de nieuwe paragraaf trouwens woordelijk wordt overgenomen. Het heft de huidige paragraaf 2 van artikel 5 impliciet op waar het hem vervangt door een bepaling die een geheel ander probleem regelt dan daarin behandeld was.

Het artikel zou als volgt geformuleerd moeten worden

"Artikel 11.-

In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De paragrafen 2, 3 en 4 worden door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 2. ...
§ 3. ...
§ 4. ...".

2° Paragraaf 5 wordt opgeheven".

2. In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 3, tweede lid, behoort de voegwoordcombinatie "et/ou" te worden vervangen door het voegwoord "ou".

.../...

3. Onder 2° van dat artikel 11 wordt artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit nr. 301 vervangen door een nieuwe tekst die, zoals reeds is gezegd in de algemene opmerking 10, een interpretatiemoeilijkheid doet rijzen wegens het niet-eenduidige van de terminologie die daarin wordt gehanteerd. In elk van de drie leden wordt het woord "afdeling" eerst gebruikt in dezelfde betekenis als het woord "school" in het koninklijk besluit nr. 301 (een afdeling voor middelbaar normaalonderwijs ...), en vervolgens in de zin die aan datzelfde woord is gegeven in het koninklijk besluit nr. 301 maar met daarbij de woorden "of finaliteit" ("... de afdeling of finaliteit "lichamelijke opvoeding" ... enz."; er valt echter onmogelijk uit te maken wat het woord "afdeling" te betekenen heeft aan het slot van de drie leden ("vormt zij een afdeling met 2 (of 3, of 4) studiejaren ...").

Die dubbelzinnigheid moet worden weggewerkt door een scherpere formulering.

4. In de nieuwe paragraaf 4 die wordt ingevoegd in artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 301, wordt het woord afdeling ongetwijfeld in dezelfde betekenis gebruikt als in de huidige paragraaf 5 van dat artikel, waarvan hij trouwens de woordelijke weergave is.

Artikel 12.

1. Onder 1° van dit artikel wordt artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit nr. 301 vervangen door een nieuwe tekst. Rekening houdend met de hiervoren gemaakte algemene terminologische opmerking, behoren de woorden "geen enkele afdeling van het voorschools normaalonderwijs, van het lager normaalonder-

.../...

wijs, van het middelbaar normaalonderwijs of een afdeling "éducateurs" te worden vervangen door "geen enkele voorschoolse, lagere of middelbare normaalschool met de verschillende afdelingen die daarin georganiseerd waren, ...".

2. In de Franse tekst van de eerste volzin van de ontworpen paragraaf 1 dient het woord "éducateurs" tussen aanhalingstekens te worden gezet.

3. In de tweede volzin van dezelfde paragraaf dienen de woorden "afdeling van het middelbaar technisch normaalonderwijs" te worden vervangen door "middelbare technische normaalschool".

4. Onder 2°, 3° en 4° worden de paragrafen 3 en 4 van artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 301 door nieuwe bepalingen vervangen. Het ware dan ook verkieslijk te schrijven : "2° de paragrafen 3 en 4 worden door de volgende bepalingen vervangen : § 3, ... § 4, ... § 5" en "3°" en "4°" weg te laten.

5. In het nieuwe artikel 6, § 3, wordt het woord "afdeling" blijkbaar gebezigd in de betekenis die het heeft in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 301.

6. Het nieuwe artikel 6, § 4, van het koninklijk besluit nr. 301 wijkt voor de toepassing van het nieuwe artikel 6, § 3, af van hetgeen bepaald is in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 298 van 31 maart 1984 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 1973 en ook van hetgeen in het koninklijk besluit nr. 79 van 21 juli 1982 is voorgeschreven.

Nu is het zo dat artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 298 artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 79 van 21 juli 1982 vervangt door een nieuwe tekst die afwijkt van "artikel 3, punten I tot IV" van het koninklijk besluit van 15 december 1973. Er moet vanzelfsprekend naar de gewijzigde, niet naar de wijzigende bepaling worden verwezen.

7. Het woord "afdeling" lijkt in het nieuwe artikel 6, § 4, gebruikt te zijn in de betekenis die het in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 301 heeft.

8. Die paragraaf 4 is zeer stuntelig geformuleerd bij zoverre dat hij haast niet te begrijpen is (men moet doorlezen tot de 25ste regel van een uit zevenentwintig regels bestaande volzin alvorens men het werkwoord van die volzin te zien krijgt).

De volgende redactie wordt in overweging gegeven :

"§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 3 wordt het aantal aanvaardbare lestijden voor een afdeling met minder dan de helft van de minimale studentenbevolking, vanaf het schooljaar 1988-1989, berekend op basis van de percentages die, per categorie, bepaald zijn voor de tranche boven honderd zestig studenten, in afwijking van artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 december 1973 houdende bepaling van de splitsings- en hergroeperingsnormen van studiejaren in het secundair technisch onderwijs, in het technisch, economisch, agrarisch, paramedisch, sociaal, pedagogisch en artistiek hoger onderwijs van het korte type, in het technisch en agrarisch hoger onderwijs van de tweede graad".

+

Afdeling IV.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Afdeling 4. - Programmatie van de instellingen en afdelingen".

+

Artikel 13.

1. De in paragraaf 1 aangegeven minimale studentenbevolking vormt slechts de eerste vereiste opdat aan een onderwijsinstelling kan worden toegestaan een nieuwe afdeling op te richten (of toelagen te ontvangen naar een nieuwe afdeling). Er moet bovendien voldaan zijn aan de voorwaarden bepaald in de paragrafen 2, 3, 5, 6 en 7 van hetzelfde artikel. De geplande afdeling mag met name niet op de in paragraaf 2 bedoelde lijst voorkomen. Dit verklaart de eigenaardige omschrijving die in paragraaf 1 wordt gebruikt : "... komt een inrichting ... in aanmerking voor programmatie van een nieuwe afdeling ...". De in deze paragraaf vervatte regel zou duidelijker kunnen worden geredigeerd als volgt :

"§ 1. Vanaf het schooljaar 1987-1988, kan aan een instelling voor hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan toegestaan worden nieuwe afdelingen op te richten, of kan zij voor de nieuwe afdelingen die zij heeft opgericht, worden gesubsidieerd, indien zij ten minste honderd zestig studenten telt".

2. Bij paragraaf 2 is een soortgelijke opmerking te maken als onder artikel 5, § 3, is gemaakt. De Koning kan zichzelf niet machtigen om nieuwe maatregelen vast te stellen wanneer de Hem thans verleende bijzondere machten verstreken zullen zijn. Deze paragraaf dient derhalve te vervallen.

.../...

3. Paragraaf 3, eerste volzin, luidt als volgt :

"De afdelingen bedoeld in § 2 kunnen afdelingen zijn die in toepassing van artikel 4, §§ 3 en 4, van de wet van 7 juli 1970 ..., of nieuwe afdelingen die opgericht worden in toepassing van artikel 5, § 2, van dezelfde wet".

Deze volzin verwijst dus naar de lijst der afdelingen "die niet in aanmerking komen voor programmatie". Het verslag aan de Koning licht deze bepaling evenwel als volgt toe :

"De afdelingen die voor programmatie in aanmerking komen zijn deze die in toepassing van artikel 4, §§ 3 en 4 of artikel 5, § 2 van de wet van 7 juli 1970 werden vastgelegd".

Men stelle paragraaf 3 (die paragraaf 2 wordt) derhalve als volgt :

"§ 2. De afdelingen bedoeld in paragraaf 1 kunnen afdelingen zijn die met toepassing van artikel 4, § 3, en § 4, van de wet van 7 juli 1970 zijn gerangschikt, of nieuwe afdelingen voor onderwijs met volledig leerplan of een leerplan met gespreide studieduur die zijn opgericht met toepassing van artikel 5, § 2, van dezelfde wet".

4. Paragraaf 4 (die paragraaf 3 wordt) verleent de Koning de bevoegdheid om de normen die voor het onderwijs met volledig leerplan zijn vastgelegd door de erin opgesomde besluiten, aan te passen aan het onderwijs met een leerplan met gespreide studieduur. Het begin van deze paragraaf zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De normen die toepasselijk zijn op de afdelingen voor onderwijs met een leerplan met gespreide studieduur, worden bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepaald overeenkomstig de volgende besluiten ...".

.../...

5. Paragraaf 5 zou in twee paragrafen moeten worden gesplitst (die de paragrafen 4 en 5 worden); de eerste paragraaf zou het eerste en het tweede lid van het ontwerp bevatten, de tweede paragraaf het derde lid.

6. Men stelle het begin van paragraaf 4 (nieuw) als volgt :

"§ 4. Onverminderd de paragrafen 1 en 2, ...".

7. In de Franse tekst van 1°, 2° en 3° van het eerste lid van deze paragraaf, vervange men de woorden "de la norme minimale de population scolaire fixée ..." door "du minimum de population scolaire fixé ...".

8. De eerste volzin van het tweede lid van deze paragraaf zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Deze normen zijn slechts van toepassing gedurende de vier schooljaren die volgen op de oprichting van het eerste studiejaar van deze afdeling of op de opneming ervan in de subsidieregeling".

9. Rekening houdend met de voorgestelde splitsing van paragraaf 5 in twee paragrafen, stelle men het begin van paragraaf 5 (nieuw) als volgt :

"§ 5. Een afdeling bedoeld in paragraaf 4, 2° en 3°, komt slechts in aanmerking ...".

10. In paragraaf 6 schrappe men de woorden "door een inrichtende macht".

11. Paragraaf 7 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

Hoofdstuk II.

1. Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te lezen :

"Hoofdstuk II - Rationalisatie en programmatie van de instellingen en afdelingen voor hoger onderwijs van het lange type.

2. De in artikel 22 gegeven omschrijving moet vooraan in hoofdstuk II komen.

Die bepaling is nogal heterocliet want ze wil preciseren wat onder de uitdrukking "inrichtende macht" moet worden verstaan voor de toepassing van de bepalingen van hoofdstuk II, dat tegelijk autonome bepalingen en wijzigingsbepalingen bevat.

Er is weinig kans dat men zich bij de toepassing van artikel 17 van de wet van 18 februari 1977 (I) of van artikel 9 van de wet van 18 februari 1977 (II), nog zal herinneren dat de uitdrukking "inrichtende macht" gedefinieerd is in artikel 22 van een genummerd koninklijk besluit.

Om dat bezwaar te ondervangen, zou het verkieslijk zijn dat de artikelen 16 en 17 van het ontwerp de thans in de voornoemde artikelen 17 en 9 voorkomende definities van de uitdrukking "inrichtende macht" niet weg zouden maken.

.../...

De bepaling in artikel 22, die vooraan in hoofdstuk II zou komen, behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel ... .-

Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient de uitdrukking "inrichtende macht" verstaan te worden in de zin van artikel 17, § 1, van de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type".

+

Artikel 16.

1. Dit artikel wijzigt artikel 17 van de wet van 18 februari 1977 (I) betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type.

2. Artikel 16 van het ontwerp-besluit vervangt de paragrafen 1 tot 4 van artikel 17 van de voornoemde wet door nieuwe bepalingen en heft paragraaf 5 op. Het zou eenvoudiger als volgt geredigeerd kunnen worden :

"Artikel 16.-

In artikel 17 van de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° De paragrafen 2, 3 en 4 worden door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 2. ... (de ontworpen § 1).
§ 3. ... (de ontworpen § 2).
§ 4. ... (de ontworpen § 3)".

2° Paragraaf 5 wordt opgeheven".

3. In de eerste volzin van het nieuwe artikel 17, § 1 (die § 2 wordt), eerste lid, van de wet van 18 februari 1977 (I), moeten de woorden "van deze wet" na het woord "artikel 4" vervallen en schrijve men : "het minimum 200 bereikt" in plaats van "200 bedraagt".

4. Het tweede lid van dezelfde paragraaf wijkt af "van deze bepaling" zonder dat daarbij kan worden uitgemaakt of hier bedoeld wordt de bepaling van de eerste dan wel de bepaling van de tweede volzin van het eerste lid van paragraaf 2.

5. In het tweede lid van paragraaf 1 (die paragraaf 2 wordt), heeft de uitdrukking "eerste cyclus van de inrichtende macht" geen zin. In hetzelfde lid valt aan de hand van de woorden "nog kan georganiseerd worden" niet uit te maken wat de stellers van het ontworpen besluit wel bedoelen; moet gelezen worden alsof er stond : "nog kan opgericht worden" of "nog kan in stand gehouden worden" ?

6. Aan het slot van hetzelfde lid is er een discrepantie tussen de Franse tekst, waar staat "avant l'entrée en vigueur du présent arrêté" en de Nederlandse, die zegt : "voor het in voege treden (lees : de inwerkingtreding) van de rationalisatie- en programmatieregelen voor het hoger onderwijs van het lange type". Dat tweede lid zou in zijn geheel derwijze moeten worden herschreven dat duidelijk tot uiting komt wat de stellers van het ontwerp juist bedoelen (1).

7. Bij de nieuwe paragraaf 2 (die paragraaf 3 wordt) van artikel 17 van de wet van 18 februari 1977 (I) is slechts één opmerking te maken : het tweede lid ervan begint met de woorden "In afwijking van deze bepaling", terwijl er in het eerste lid vier verschillende regels zijn aangegeven. Gepreciseerd moet worden dat afgeweken wordt van de regel sub d). Men schrijve dus :

"In afwijking van het bepaalde in het eerste lid, d, ...".

8. De nieuwe paragraaf 3, eerste lid (die paragraaf 4, eerste lid, wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In afwijking van paragraaf 3 en voor de academiejaren 1986-1987 en 1987-1988 moet een afdeling die georga-

.../...

---

(1) Het verslag aan de Koning verstrekt geen commentaar bij het nieuwe artikel 17, § 1 (die § 2 wordt), tweede lid.

niseerd is overeenkomstig paragraaf 3, b, gemiddeld vijftien, en een afdeling die georganiseerd is overeenkomstig paragraaf 3, c, gemiddeld tien regelmatig ingeschreven studenten tellen".

9. Een betere lezing voor het tweede lid van dezelfde paragraaf ware :

"In afwijking van artikel 14, § 1, 4°, wordt de studiebegeleiding voor die afdeling vastgesteld op één eenheid per negen studenten wanneer het om een in paragraaf 3, b, bedoelde en op één eenheid per zes studenten wanneer het om een in paragraaf 3, c, bedoelde afdeling gaat".

10. De ontworpen paragraaf 4 beoogt de voorwaarden te bepalen waaronder industriële hogescholen de tweede cycli voor hoger onderwijs van het lange type kunnen aanvullen door oprichting van nieuwe afdelingen die toegestaan zijn door artikel 4 van de wet van 18 februari 1977 (I) maar vooralsnog niet bestaan. Die voorwaarden zijn tweeërlei. De eerste wordt bepaald in het eerste lid van de ontworpen nieuwe paragraaf; de tweede moet nog worden bepaald, namelijk, volgens het tweede lid, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit en afhankelijk van de begrotingsmogelijkheden. Die nieuwe paragraaf geeft dus geen rechtsregel aan maar enkel een voornemen, en zo iets is niet op zijn plaats in een besluit met kracht van wet.

Bovendien vermag de Koning niet zich de mogelijkheid voor te behouden om, ook nog buiten de periode van bijzondere machten, regels uit te vaardigen die door de wetgever zouden moeten worden vastgesteld.

De ontworpen paragraaf 4 moet dan ook vervallen.

.../...

Artikel 17.

1. Paragraaf 1 van dat artikel, dat wijziging brengt in de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs (II), zou een artikel moeten vormen dat los staat van de drie daaropvolgende paragrafen, die autonome bepalingen zijn.

2. Voor het eerste van die artikelen wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel ... .-

In artikel 9 van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs worden de leden 2 tot 5 door de volgende leden vervangen :

"Een eerste cyclus van een hoger architectuurinstituut kan slechts in stand gehouden of gesubsidieerd worden indien het totale aantal regelmatig in die cyclus ingeschreven studenten ten minste honderd bedraagt in één of in verscheidene vestigingsplaatsen.

Als er in een bepaald net of in een bepaald taalstelsel maar één eerste cyclus bestaat, moet deze slechts de helft van het minimum aantal studenten tellen.

Elke bestaande eerste cyclus die het vastgestelde minimum niet bereikt, kan niettemin in stand gehouden of gesubsidieerd worden voor de duur van één academiejaar als hij negentig percent van dat minimum haalt.

.../...

Als een eerste cyclus van een instituut niet meer in stand gehouden of gesubsidieerd kan worden, komt hij geleidelijk aan, academiejaar na academiejaar, niet meer ten bezware van de Staat. Deze bepaling geldt eveneens voor de tweede cyclus van hetzelfde instituut".

3. De paragrafen 2 tot 7 - met voorbehoud voor de grondwettigheid van paragraaf 6 - kunnen bijeen blijven in hetzelfde artikel; zij bevatten immers autonome bepalingen die toepasselijk zijn op instellingen voor hoger economisch onderwijs van het korte type.

4. In de paragrafen 2 en 3 (die de paragrafen 1 en 2 worden), zou het slot telkens als volgt moeten worden geredigeerd :

"... kan slechts in stand gehouden of gesubsidieerd worden indien het totale aantal regelmatig in die cyclus ingeschreven studenten ten minste driehonderd bedraagt".

5. Paragraaf 4 (die paragraaf 3 wordt) behoort in dezelfde trant te worden gewijzigd. Bovendien moeten de woorden "§§ 2 en 3" aldaar vervangen worden door de woorden "paragrafen 1 en 2".

6. In paragraaf 5 (die paragraaf 4 wordt), moeten de woorden "§§ 1, 2 en 3" vervangen worden door "paragrafen 1 en 2".

.../...

7. In die paragraaf 5 (die paragraaf 4 wordt) vervange men de woorden "een inrichtende macht" door "een net" (1).

8. In het begin van paragraaf 6 (die paragraaf 5 wordt) dient geschreven te worden :

"§ 5. In afwijking van paragraaf 1 ...".

9. Het verslag aan de Koning verstrekt generlei verantwoording voor de afwijkende regeling waarin voorzien wordt voor drie metternaam genoemde instituten. Alleen objectieve, door de Regering kenbaar gemaakte maatstaven vermogen zulk een verschil in behandeling te verantwoorden.

10. Paragraaf 7 (die paragraaf 6 of paragraaf 5 wordt) formuleert een regel die afwijkt van die welke neergelegd zijn in paragraaf 1 van artikel 16 (sic) en in de paragrafen 1 tot 6. Aangezien artikel 16 van het ontworpen besluit niet ingedeeld is in paragrafen, moet wellicht worden gelezen "artikel 16, 1°". Maar deze laatste bepaling wijzigt artikel 17 van de wet van 18 februari 1977 (I); evenzo wijzigt artikel 17, § 1, van het ontworpen besluit artikel 9 van de wet van 18 februari 1977 (II). In paragraaf 7 (die paragraaf 6 of paragraaf 5 wordt) moeten de verwijzingen naar wijzigingsbepalingen dus vervallen en vervangen worden door verwijzingen naar de gewijzigde bepalingen.

.../...

---

(1) De onderwijsinstellingen van de provincies en de gemeenten vormen een net maar in dat net is elke provincie en elke gemeente een inrichtende macht. De instellingen van de Staat vormen wel te verstaan één net, dat onder het gezag van een en dezelfde inrichtende macht staat.

Artikel 18.

Dit artikel verwijst in paragraaf 1 naar de artikelen 16 en 17, die wijzigingsbepalingen bevatten. Er moet dus, met weglating van de indeling in paragrafen, geschreven worden :

"Wanneer een eerste cyclus niet meer in stand gehouden of gesubsidieerd kan worden ingevolge artikel 17 van de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of ingevolge artikel 9 van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs ... (voorts zoals in het ontwerp).

Deze bepaling geldt eveneens voor de tweede cyclus van dezelfde instellingen".

Artikel 19.

Onder artikel 8 is een opmerking gemaakt in verband met artikel 19.

Voorts is het de Raad van State niet duidelijk krachtens welke bepaling er overeenstemming tussen de inrichtende machten vereist zou zijn.

.../...

Artikel 20.

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 5, § 3. Het moet vervallen.

Artikel 21.

Met inachtneming van de verduidelijkingen welke de ontworpen tekst verstrekt in verband met de vestigingsplaats van de hogescholen, is een nieuwe redactie vereist voor het geheel van paragraaf 3, 2°.

Hoofdstuk III.

Het verslag aan de Koning commentarieert dit hoofdstuk als volgt :

> "Hoofdstuk III bepaalt de administratieve toestand van de personeelsleden die tengevolge van de toepassing van dit besluit en van het koninklijk besluit nr. 301 geheel of ten dele hun betrekking verliezen. Er worden specifieke bepalingen vastgelegd inzake reaffectatie en wedertewerkstelling met behoud van wachtgeld. Deze bepalingen gelden eveneens als de opheffing van afdelingen, cycli of inrichtingen versneld wordt doorgevoerd of de herstructurering vervroegd wordt ingezet".

Hoofdstuk III brengt dus geen opheffing of wijziging teweeg wat betreft de verordeningsbepalingen die thans gelden ter zake van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking.

+

.../...

Artikel 24.

1. In paragraaf 1 late men, zoals gebruikelijk is, in het eerste lid de a), en in het derde lid de b) achterwege. Laatstgenoemd lid zou dan beginnen met de woorden : "De in het eerste lid bedoelde personeelsleden ...".

In paragraaf 3 late men "1°" en "2°" achterwege.

2. In paragraaf 1, eerste lid, dienen in de Franse tekst tussen de woorden "personnel auxiliaire d'éducation" en "admis au stage" de woorden "d'un établissement d'enseignement de l'Etat" te worden ingevoegd. Ook moet worden geschreven "... dont l'emploi est complètement ou partiellement supprimé".

3. De woorden "binnen de perken van de beschikbare betrekkingen", die in de derde volzin van paragraaf 1, tweede lid, staan, zouden aan het einde van het eerste lid moeten komen en wat dan van de derde volzin overblijft, zou moeten vervallen, terwijl de vierde volzin, die de derde wordt, zou kunnen beginnen met de woorden "De dienstanciënniteit wordt berekend overeenkomstig ...".

Het is de Raad van State niet duidelijk of de vierde volzin aan de gezamenlijk of afzonderlijk optredende Ministers een verordeningsbevoegdheid toekent, dan wel gewoon de bevoegdheid om individuele beslissingen te nemen met toepassing van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Deze bepaling zou moeten worden herzien.

.../...

4. Vooraan in paragraaf 1, zesde lid, dient in de Franse tekst te worden geschreven : "Durant la période ...".

5. In dezelfde paragraaf 1, zesde lid, dient er ook voor gezorgd te worden dat er overeenstemming is tussen de Franse en de Nederlandse tekst onder 2) waar in de Franse tekst geen equivalent te vinden is voor de woorden "benoeming in een selectieambt".

6. In het zevende lid van paragraaf 1 dient het woord "desbetreffende" te vervallen en in de Nederlandse tekst schrijve men bovendien "van het koninklijk besluit" in plaats van "in het koninklijk besluit".

7. In paragraaf 2, eerste lid, dienen de woorden "waarvan zij titularis zijn" te worden geschrapt en dient, in de Franse tekst, het bijwoord "entièrement" te worden vervangen door "complètement".

8. Bovendien zijn, aan het slot van datzelfde eerste lid van paragraaf 2, de woorden "overeenkomstig de reglementering inzake terbeschikkingstelling en reaffectatie in het gesubsidieerd onderwijs" te vaag. Hier dient melding te worden gemaakt van de thans geldende verordeningsbepaling waarnaar wordt verwezen. Deze laatste opmerking geldt ook voor het vierde lid van dezelfde paragraaf.

.../...

9. In de Franse tekst van paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden "dont ils seraient gratifiés" worden vervangen door de woorden "dont ils auraient bénéficié".

10. Het vierde en het vijfde lid van paragraaf 2 luiden als volgt :

> "Bijgevolg hebben de betrokken inrichtende machten de verplichting hun vacante betrekkingen bij voorrang aan te bieden aan bovenvermelde personeelsleden overeenkomstig de reglementering inzake terbeschikkingstelling en reaffectatie in het gesubsidieerd onderwijs.
>
> In afwachting van hun reaffectatie blijven zij ter beschikking van de inrichting waaraan zij benoemd zijn of van de inrichting waarin de afdeling of cyclus waarin zij fungeerden werd opgenomen, volgens de hogervermelde volgorde van prioriteit, en worden (zij) belast met pedagogische taken die door Onze Ministers van Onderwijs, ieder wat hem betreft, worden bepaald of goedgekeurd".

Het komt de Staat niet toe zodanige verplichtingen op te leggen aan een inrichtende macht, en nog minder staat het aan de Ministers van Onderwijs de pedagogische taken te bepalen van het ter beschikking gestelde personeel van het gesubsidieerd onderwijs.

Aangezien het in de bedoeling van de Regering ligt de toepassing van die bepalingen te beperken tot het geval dat de inrichtende macht het voordeel van de toelage wenst te behouden, zouden deze leden moeten worden herzien. Zo zouden onder meer de bevoegdheden van de Ministers moeten worden beperkt en zouden de voorwaarden voor het uitoefenen van die bevoegdheden in het ontworpen koninklijk besluit moeten worden vermeld.

.../...

11. In paragraaf 3, eerste lid, dient in de Franse tekst te worden geschreven "organisant un enseignement secondaire", en dienen in de Nederlandse tekst de woorden "secundaire onderwijsinrichting" te worden vervangen door de woorden "instelling voor secundair onderwijs".

12. In de Franse tekst van dezelfde paragraaf 3, tweede lid, moet het woord "ouvertes" worden vervangen door het woord "vacantes".

Artikel 25.

Dit artikel moet worden verduidelijkt om te voorkomen dat het zou worden toegepast op het personeelslid dat de pensioenleeftijd heeft bereikt of op het personeelslid dat definitief ongeschikt verklaard is.

Artikel 26.

1. De Franse tekst van het verslag aan de Koning spreekt ten onrechte van een herstructurering die op 31 augustus 1990 effectief zou zijn, terwijl het volgens de tekst voldoende zou zijn dat vóór die datum met de herstructurering een aanvang wordt gemaakt.

2. In de Franse tekst van het eerste lid moeten de woorden "est supprimé par l'application de cet arrêté" worden vervangen door de woorden "est supprimé par l'application du présent arrêté".

.../...

3. In het tweede lid moet de verwijzing naar artikel 24, § 1, b, worden vervangen door een verwijzing naar artikel 24, § 1, leden 4 tot 7.

Artikel 27.

1. In paragraaf 1 schrijve men in de Franse tekst "accélère cette suppression" in plaats van "accélère la suppression de celle-ci"; voorts schrappe men de woorden "naargelang van het geval", alsook het woord "dientengevolge", waarvoor in de Franse tekst geen equivalent staat.

2. In paragraaf 2, eerste lid :

- schrappe men de woorden "zoals hierboven bepaald";

- schrijve men, in fine : "onder de voorwaarden bepaald in dit besluit of in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984".

In de Nederlandse tekst lijkt het woord "inrichting" overbodig.

3. In paragraaf 2, tweede lid, dient te worden geschreven :

"De bepalingen van hoofdstuk III zijn, in dat geval, van toepassing op de personeelsleden van wie de betrekking geheel of gedeeltelijk werd opgeheven".

.../...

Artikel 28.

Noch uit de tekst van het ontwerp noch uit het verslag aan de Koning kan de Raad van State opmaken of dit artikel het besparingseffect kan hebben dat noodzakelijk is opdat het rechtsgrond kan vinden in de eerdervermelde wet van 27 maart 1986.

Blijft de tekst van de bepaling behouden, dan dient te worden verwezen, niet naar artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 maar naar het koninklijk besluit van 15 december 1973 dat door het koninklijk besluit nr. 80 gewijzigd is.

Artikel 29.

In de Franse tekst behoort te worden geschreven : "... de l'année scolaire ou académique précédente, les conditions fixées ...".

Artikel 30.

1. Dit artikel bepaalt dat hoofdstuk III in werking treedt op 1 september 1984.

Luidens artikel 4, § 4, eerste lid, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning "kunnen de tot 31 december 1986 ge-

.../...

nomen besluiten terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 1986". De Koning kan hoofdstuk III van het ontworpen koninklijk besluit dus niet doen terugwerken tot een datum vóór 1 januari 1986.

2. Anderzijds blijkt uit hoofdstuk I genoegzaam dat het plan tot rationalisatie en programmatie eerst toepassing zal vinden met ingang van het schooljaar 1987-1988.

Bovendien komt het de Koning niet toe de bepalingen die Hij krachtens Zijn bijzondere machten uitvaardigt, geheel of ten dele in werking te doen treden op een datum na het verstrijken van die bijzondere machten.

3. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 30.-

Dit besluit treedt in werking op 1 september 1986, met uitzondering van hoofdstuk III, dat in werking treedt op 1 januari 1986".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
P. MARTENS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.